

# L'INDÉPENDANCE

## BELGE.

Belgique : un numéro 20 centimes.

PRIX (Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année)  
 Province, 43 fr. » payable  
 La France, 43 fr. » d'avance  
 Allemagne, 43 fr. »  
 Angleterre, 43 fr. »  
 D'ABONNEMENT. (Autres pays, 42 fr. par trim., port en sus.)

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.  
 Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

Edition du matin

## AVIS.

Le nombre des collections du *Journal officiel de la Commune* que nous avions réunies au mois de juin, et mises, à titre de PRIME, à la disposition de nos abonnés, ayant été épuisé plus promptement que nous ne l'avions prévu, il nous a été impossible de satisfaire à quelques-unes des dernières demandes qui nous sont parvenues. — Dans cette situation, nous avons dû cesser de faire paraître, en tête des colonnes de l'*Indépendance*, notre avis relatif à cette prime.

Depuis lors, nous avons pu nous procurer une certaine quantité encore des mêmes collections. Nous venons donc informer nos souscripteurs qui n'ont pas été servis jusqu'ici, — bien qu'ils nous aient adressé des demandes régulières, qu'ils le seront au premier jour; — nous venons donner avis, en même temps, à ceux de nos abonnés qui, n'ayant pas souscrit encore, désireraient le faire, qu'ils peuvent nous adresser leurs demandes dans les conditions que déjà nous avons fait connaître et qui sont les suivantes :

Prix de la souscription dans nos bureaux : fr. 15.

Pour les provinces belges et l'étranger, l'affranchissement en plus, savoir :

Belgique, grand-duché de Luxembourg . . . fr. 0 65  
 Hollande, Grande-Bretagne . . . 1 25  
 Allemagne, Autriche, Suisse . . . 1 50  
 France, Italie, Russie, Serbie, Principautés danubiennes . . . 2 50  
 Danemark, Espagne, Portugal, Grèce, Egypte, Turquie, Tunis, Tripoli, Maroc, Malte . . . 3 00  
 Suède, Gibraltar . . . 3 50  
 Norvège . . . 4 00

Toute demande doit être accompagnée du montant, en une valeur à vue, du prix de la souscription (15 fr.), augmenté du prix d'affranchissement à destination, selon le pays où réside le souscripteur.

Il ne sera tenu aucun compte des demandes qui ne seraient pas faites dans ces conditions.

BRUXELLES, 4 août.

## REVUE POLITIQUE.

L'Assemblée nationale de France s'est ajournée hier jusqu'au mois de novembre. Sa dernière séance, à laquelle assistaient un petit nombre de membres, a été consacrée à l'expédition de quelques projets de lois d'intérêt local. La commission de permanence se réunira lundi pour se constituer. On assure qu'elle tiendra seulement une séance tous les quinze jours.

M. Thiers compte partir demain pour Trouville. Il y sera suivi mardi par le ministre de la guerre.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

Le conseil des ministres a dû s'occuper, dans sa dernière séance, de la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône, demandée par M. de Kératry. Cette mesure n'eût pu qu'aggraver le conflit déjà si vif entre le préfet de Marseille et les élus du département. Le gouvernement ayant refusé, et M. de Kératry a donné sa démission, qui a été acceptée. Il va en résulter un assez grand mouvement préfectoral, la préfecture de Lyon étant également vacante par suite de l'élection de M. Pascal au conseil d'Etat. Ce sont deux postes difficiles auxquels il faut pourvoir. On parle de remplacer M. de Kératry par M. Limbourg, préfet de l'Ain. Une version, qui lui donnait pour successeur M. Valentin, l'ancien préfet de Lyon, est démentie par les journaux de la présidence. Le choix cependant n'est pas encore fait.

mais. M. Valentin a fait preuve à Lyon de capacités réelles.

La gauche républicaine de l'Assemblée de Versailles s'est réunie vendredi soir, veille de la séparation, pour entendre la lecture d'un manifeste rédigé par M. Henri Martin et qui, sous le titre de PRIME, à la disposition de nos abonnés, ayant été épuisé plus promptement que nous ne l'avions prévu, il nous a été impossible de satisfaire à quelques-unes des dernières demandes qui nous sont parvenues. — Dans cette situation, nous avons dû cesser de faire paraître, en tête des colonnes de l'*Indépendance*, notre avis relatif à cette prime.

Le manifeste dit encore que les républicains ont voté l'impôt sur les matières premières, parce que la majorité n'a pas voulu accepter l'impôt sur le revenu et qu'il était nécessaire de fournir au trésor les ressources qui lui étaient indispensables, spécialement pour servir les intérêts de l'emprunt.

Quant à la question de la dissolution, le manifeste dit que la loi de 1873 sur le vote et que la loi de 1875 sur la réorganisation de l'armée sera complétée, on peut espérer que l'Assemblée appréciera l'immense changement qui s'est opéré depuis son élection dans les idées et les choses, et qu'elle jugera elle-même sa mission terminée.

Elle comprendra, ajoute le manifeste, que le moment est arrivé de mettre la république entre les mains d'une nouvelle Chambre qui aura pour mission de développer, de fortifier l'œuvre de la rédemption et de la régénération, œuvre à laquelle tous les véritables amis du pays doivent concourir en se ralliant autour du grand citoyen qui aura dans l'histoire l'honneur insigne d'associer son nom à la fondation définitive de la république française.

L'empereur Guillaume a été salué à son passage à Ratisbonne par le maréchal von Tann, au nom du roi de Bavière, et à Vols, ville d'Autriche, par l'archiduc Louis-Victor, au nom de l'empereur François-Joseph; il n'a donc pas eu avec les deux souverains les entrevues que plusieurs journaux avaient annoncées. Le jeune archiduc a accompagné le souverain allemand jusqu'à Salzbourg. Demain, l'empereur Guillaume fera une excursion à Berchtesgaden, en Bavière, où son fils, le prince impérial, avec sa famille, fait sa villégiature de saison. Le soir, il arrivera à Gastein, où son séjour se prolongera jusqu'à la fin du mois.

On écrit de Berlin à la *Gazette de Magdebourg* que l'empereur de Russie, lorsqu'il viendra visiter son oncle l'empereur d'Allemagne, sera accompagné du grand-duc héritier et de deux autres princes de sa famille. On ne sait pas encore si le prince héritier, qui est en congé, pourra rejoindre son souverain, mais on regarde comme certain que l'empereur d'Autriche viendra avec le comte Andrássy. La présence du prince Gortchakoff est donc probable, de même que celle de M. de Bismarck, toujours en villégiature à sa terre de Varzin. La feuille de *Magdebourg*, qui reçoit souvent des communications officielles, ajoute que l'entrevue des trois empereurs n'a pas un but politique immédiat, mais qu'elle aura une grande importance politique parce qu'on y verra « une garantie contre toutes les tentatives que le chauvinisme français, révolté par le succès de l'emprunt, pourrait faire pour troubler la paix de l'Europe ».

Nos lettres de Coppenhague nous font pressentir de très-ardentes luttes électorales pour la composition du *Rigsdag* danois, au mois de septembre prochain. Après la guerre avec l'Allemagne provoquée et soutenue par la politique tricolore-patriotique, mais imprudente du parti national libéral, les seigneurs et les paysans coalisés s'unissent pour ôter à la haute et moyenne bourgeoisie toute son influence. Ils y réussissent, et le parti dit national-libéral ayant disparu des Chambres, un ministère de

— Eh bien ! dit une fois le colonel, si j'eusse été général, au lieu de dépenser en égoïsme mes vieux jours et mes revenus, j'eusse été le chef de braves gens, je les aurais aimés, et ils me l'eussent rendu. J'aurais eu pour eux dans les affaires de mon pays une légitime influence, et peut-être, le jour venu, je les aurais conduits au combat et à la victoire. Ah ! jeune homme ! — et il se redressa, et ses yeux étincelèrent, — on ne sait pas assez ou même, en dépit des déceptions et des déboires, l'ambition noble et patiente. On se décourage, on s'éparpille, on écoute la dignité fautive de son orgueil froissé, l'on court à ses plaisirs ou l'on s'enfonce dans l'amour, et l'on se réveille, au déclin de la vie, loin des sommets qu'on eût pu atteindre et du bien qu'on aurait pu faire.

A lors souvent ils paraissent tous deux de la carrière de l'officier, qui n'était qu'interrompue, et qu'il allait reprendre. Le vieux soldat se montrait pour le jeune homme un guide excellent, d'une expérience consommée, d'une sollicitude active; il avait des amis auxquels il le recommandait. Il lui traçait sa route, l'élevait par des discussions fortes, par des aperçus profonds, au-dessus de la pratique ordinaire du métier des armes, et l'excitait, au travers des épreuves qu'il prévoyait pour lui, au travail constant et à la fermeté d'âme. — Je vivrai assis vieux, terminait-il, pour être content de vous.

Richard sortait de ces entretiens intérieurement remué. Il aimait Berthe autant que par le passé, mais il sentait aussi qu'une ardeur, généreuse cette fois, de vie et de mouvement s'allait à son amour. Il eût voulu entraîner sa femme dans les mêmes sentiers que lui, et cependant il hésitait à le lui dire; elle paraissait se douter si peu qu'il y eût d'autre bonheur en ce monde que celui du foyer domestique avec ses joies immuables et douces ! Il ne se travaillait par une gaieté plus expansive et des dans de jeunesse.

— Oh ! fit Richard.

Les belles journées étaient arrivées, et il en profitait pour faire à cheval avec Berthe de longues excursions aux environs de Bréville. Quelquefois, après un temps de galop sous des allées ombreuses, il sautait sa femme entre ses bras et se penchait vers elle pour la serrer sur son cœur. Il lui parlait d'aventures de voyage, du grand ciel bleu de l'Afrique, des troupiers qui marchaient au son du clairon, des lions qu'on approchait dans des palais mauresques. — Est-ce que tu ne seras pas heureuse, lui demandait-il, de quitter Bréville avec moi ?

— J'ai mes parents, répondait Berthe, et c'est la première fois que je les aurai quittés.

Pourtant elle se préparait au départ, et s'efforçait, à l'insu de son mari, d'habiller M. et M<sup>me</sup> de Sandreuil à cette séparation inévitable. Ils se voyaient déjà dans une solitude immense que rien ne pourrait diminuer. Comme si la même douleur morale réagissait sur eux en une même souffrance physique, ils se sentaient atteints au plus profond de leur être. Ils changeaient visiblement, et c'était à ce point que le médecin s'inquiétait. Berthe, partagée entre ses devoirs de fille et d'épouse, avait tous les déchirements de l'amour conjugal et de la tendresse filiale. Elle ne pouvait cacher si bien son chagrin à son mari que celui-ci ne le vit et ne s'en irritât presque. Cet intérieur, tranquille et souriant d'ordinaire, se faisait triste. Quelque Richard, ayant vécu seul depuis son enfance, ne comprit pas une séparation, qui après tout ne devait pas être éternelle, fut la cause d'un tel chagrin, il se prenait de pitié pour les parents de Berthe. — Ces pauvres gens, disait-il quelquefois à sa tante, que vont-ils devenir sans elle ?

M<sup>me</sup> de Redens ne disait rien, et secouait la tête. — Si tu parlais seul d'abord et que Berthe te rejoignait plus tard, fit-elle un jour, ce serait peut-être un moyen de tout concilier.

aussi brillant que l'espère la chambre de commerce. Voyons le présent, car 1871 n'est pas encore le passé.

Une seule industrie de l'arrondissement commercial de Bruxelles prend des attitudes éplorées, c'est la distillerie. Elle se prétend frappée par la loi du 15 mai 1870, et comme elle a fait l'impossible pour en éluder momentanément les effets, en mettant à profit l'intervalle entre la présentation du projet et le vote, pour se faire un stock important, elle semble être dans le marasme; elle a déclaré de moins qu'en 1870 quatre cent quinze mille hectolitres de matières impossibles. Nous ne pensons pas cependant qu'il y ait lieu de s'inquiéter pour elle.

Nos brasseries ont donné vaillamment, malgré la hausse des matières premières et du combustible, et elles ont pu continuer à fournir à la consommation aux prix antérieurs, ce qui est presque un tour de force. Les consommations imposées, déduites ont été de 634,316 hectolitres, chiffre qui ne présente qu'une légère diminution sur celui de 1870. La consommation des bières étrangères se maintient; elle a été, en 1871, de 14,787 hectolitres.

L'année a été exceptionnelle pour l'industrie sucrière. Les sucres bruts se sont écoulés à des prix rémunérateurs variant de 63 à 70 fr. les 100 kilogrammes. Leur exportation en France, en Hollande, et surtout en Angleterre, à cause de la disette de sucre exotique, a pris un essor remarquable; elle s'est élevée au chiffre de 67,666,086 kilogrammes. Les raffinés ont eu fort à faire. Ils ne pouvaient d'abord suffire aux demandes de la France, puis il y eut un temps d'arrêt, à la conclusion de la paix. La fin de l'exercice fut néanmoins excellente : le taux monta jusqu'à 92 francs et alla même au delà.

Pour le mouvement des grains, 1871 a été aussi une année exceptionnelle. De 168,166,033 kilogrammes, chiffre de 1870, l'importation du froment s'est élevée à 389,333,658 kilogrammes. L'exportation a été plus triplée, et a été de 10,614,962 kilogrammes.

Pour le seigle l'écart à l'importation a encore été plus considérable. Il a presque atteint 400 millions de kilogrammes.

Nos manufactures de tabacs et de cigares prennent chaque année plus d'importance. La fabrication belge est fort goûtée à l'étranger, et ses progrès dans l'article cigare sont incontestables. Les toiles, les colons, les indiennes, les tissus de laine pure et de laine mélangée, ont fait une excellente campagne. La fabrication des toiles continue à joindre, pour la plupart de ses produits, d'une grande prospérité. L'industrie dentellière, qui avait souffert de la guerre, s'est relevée depuis la paix, depuis que ses relations avec la France ont pu reprendre. Bonne année pour la passementerie, pour la tannerie, la cordonnerie, progrès de plus en plus accentués de la ganterie de peau, grand mouvement dans la menuiserie, provoqué par celui de la bâtisse; progrès encore de la marbrerie-sculpture, au double point de vue de l'art et des affaires; l'ébénisterie est en train de se faire une grande renommée, et il lui vient des commandes de France, d'Angleterre, de Russie; même succès pour les facteurs d'orgues, d'harmoniums et de pianos, pour ceux d'instruments à vents ou de percussion.

Jamais, peut-être, les constructeurs mécaniciens n'ont eu de meilleure année, ceux principalement qui travaillent pour







de M. Lachaud, a rendu une ordonnance ainsi conçue :  
« Attendu qu'il résulte d'une lettre qui nous a été adressée par un des jurés de la session, par-  
« tant au nom de plusieurs de ses collègues, qu'un  
« nombre de jurés ont publiquement manifesté leur  
« opinion sur l'accusation portée contre Loutrel et  
« la femme Meyer ;  
« Considérant qu'il y a lieu de craindre que le jury  
« ne soit pas en état d'impartialité pour ap-  
« précier cette accusation et qu'il importe, aussi bien  
« dans l'intérêt de la défense que dans celui de la  
« vindicte publique, d'en renvoyer le jugement à une  
« autre session ;  
« Vu l'article 300 du code d'instruction criminelle,  
« Ordonnons que l'affaire de Loutrel et de la  
« femme Meyer sera retirée du rôle de la présente  
« session et la renvoyons à la prochaine assemblée  
« du jury.  
« Contre un semblable ordonnance il n'y avait pas  
« lieu pour les avocats de produire une protestation  
« publique. M. J. Favre et Lachaud ont dû se borner à  
« adresser des observations en chambre du conseil  
« pour obtenir que les accusés n'eussent point à souf-  
« frir de cette sorte de déni de justice venant de la part  
« de jurés qui semblent n'avoir obéi qu'à leurs impres-  
« sions politiques.  
« La détermination des accusés s'en trouvera  
« nécessairement aggravée de 3 mois. Le parquet pro-  
« posait de convoquer une session extraordinaire, les  
« accusés n'ont point accepté cette mesure qui sou-  
« vent, en effet, est préjudiciable à la défense. L'opinion  
« émise de cet incident, paraissait unanime à blâmer  
« cet empiétement de la politique que nous voyons  
« se produire pour la première fois dans les choses  
« de la justice et qui pourrait, surtout dans les dépar-  
« tements, avoir des conséquences très-fâcheuses.  
« Ce serait, d'un autre côté, pour les jurés un moyen  
« par trop facile de se soustraire aux missions d'obli-  
« gation, d'échapper aux rudes corvées que la loi et la  
« justice imposent au patriotisme. On se demande si  
« la garde des sceaux ne provoquera pas de la cour  
« de cassation le renvoi de cette affaire, pour cause  
« de suspicion légitime, devant le jury d'un autre dé-  
« partement.

A cette même audience, qui devait être remplie  
« par cette affaire d'intelligence avec l'ennemi, la cour  
« a jugé un prétre accusé d'avoir commis des outrages  
« à la pudeur dans l'église, dans le confessionnal. Ra-  
« ramont on ne vit l'impuddicité se mêler davantage au  
« sacrilège. Quatre jeunes filles sont venues déposer  
« d'actes de la dernière impuderie.  
« L'accusé avait été missionnaire en Chine ; il avait  
« poussé le fanatisme religieux jusqu'à battre et tortu-  
« rer les jeunes Chinois rebelles à la conversion. M. La-  
« chaud plaide que les faits n'étaient pas vrais, qu'en  
« tout cas, l'accusé avait pu subir en Orient une ac-  
« tuation à ses facultés mentales.  
« Reconnu coupable, l'abbé Hue a été condamné à  
« dix ans de travaux forcés.

Dans son numéro du 3, le *Journal officiel* publie l'avis suivant relatif à l'em-  
« prunt national de 3 milliards :  
« Le travail considérable et minutieux exigé par  
« la répartition ne permettra pas avant quelques jours  
« encore de publier le cadre mathématique et le calcul  
« rigoureux exact de la réduction proportionnelle  
« applicable à toutes les quotités de souscription.  
« Mais il est dès à présent possible de faire con-  
« naître d'une manière certaine que l'attribution pro-  
« portionnelle ne sera ni inférieure à 7/2 p. c., ni  
« supérieure à 8 p. c.,  
« Le local de la chambre syndicale des agents  
« de change de Paris est occupé militairement.  
« Cela provient de l'accumulation des titres dé-  
« posés en garantie des inscriptions à l'emprunt.  
« Il y en a pour des milliards.  
« Deux *moines laïcs* sont morts le même jour  
« à l'hôtel des Invalides, et presque à la même  
« heure. L'un était âgé de 76 ans, et l'autre de  
« 80 ans.  
« Avant d'aller plus loin, disons que *moine laïc*  
« est une dénomination de pur argot — de l'argot  
« des invalides — qui sert à désigner un ancien  
« militaire ayant perdu l'usage de ses sens et n'ayant  
« plus besoin d'être aidé et servi. Le nombre des  
« pensionnaires des invalides qui se trouvent dans  
« ce cas est de soixante-trois. Ce qu'il y a de plus  
« curieux, c'est qu'ils sont obligés de payer les plus  
« chères dépenses de leur existence, et de supporter  
« une solde spéciale accordée à cet effet, à titre d'in-  
« demnité, aux invalides aveugles, paralysés ou  
« atteints d'infirmités qui ne leur permettent pas de  
« se servir seuls. On les appelle des *moines laïcs*  
« parce qu'ils passent leurs journées dans l'indolen-  
« ce la plus complète et l'oisiveté la plus absolue.

Les *moines laïcs* se divisent en trois caté-  
« gories. Ceux de la première reçoivent une solde de  
« 6 fr. par mois ; ceux de la seconde n'en ont que  
« 4, et ceux de la dernière 3 seulement.  
« Vous voyez que les *servants* attachés aux  
« moines de troisième classe n'ont pas des appointe-  
« ments fabuleux : 2 sous par jour ! N'importe ;  
« ces emplois sont très-recherchés aux Invalides,  
« et n'est pas *servant* qui veut.  
« Les deux moines qui viennent de s'éteindre  
« avaient fait toutes les campagnes du premier  
« empire. A eux deux, ils n'avaient qu'une jambe  
« et pas de mains.  
« — On lit dans la *Liberté* du 3 :  
« Le nommé Courcel, condamné à la peine de  
« mort le 17 juin dernier, par la cour d'assises de  
« Pas-de-Calais, a été exécuté ce matin, à cinq  
« heures, sur la Grand-Place d'Arras. Courcel  
« était un criminel infâme de toute pièce. Il avait  
« tué sa femme dans son lit, à coups de hache, et  
« la malheureuse avait péri d'elle, en ce moment-  
« là, son enfant âgé de 12 ans.  
« Cet infortuné assista, plus mort que vif, à  
« cet horrible drame. Il vit son père se lever, s'ha-  
« biller, ouvrir toute grande la porte qui donne sur  
« la rue, puis prendre une hachette de couvreur  
« placée près de son lit depuis quelques jours, et  
« en porter à sa mère plusieurs coupes assés avec  
« la plus grande violence.  
« Saisi de terreur et d'épouvante, l'enfant ne  
« donna aucun signe de vie. Il savait qu'il mourait  
« et il ne put que se tenir immobile, les bras étendus  
« sur la tête, attendant le sort de sa mère. Courcel  
« fut, une femme de six corps formidables, et  
« s'éleva en toute hâte.  
« Camille, alors — c'est le nom de l'enfant —  
« osa se lever. Il regarda sa mère, dont le visage  
« était couvert de sang ; l'appela, elle ne répondit  
« pas. La hachette était restée dans une plaie ; il  
« eut le courage de l'extraire et de la faire, Courcel  
« fut affaibli, et ses voisins, annonçant cet horri-  
« ble assassinat et demandant où se trouvait  
« Courcel qui avait tué son père, il fut arrêté.  
« Courcel fut arrêté le lendemain. Il avait son  
« crime avec la plus grande tranquillité. Devant la  
« cour d'assises, il eut l'attitude la plus cyni-  
« que qu'il puisse imaginer. Il insulta les jurés,  
« les magistrats ; il traita les gendarmes de *gibier*  
« de *polence*, et c'est au milieu de cette oscillation  
« que le président prononça la sentence de mort.  
« Un grand changement s'était opéré chez  
« cette nature perverse. Les angoisses et l'incerti-  
« tude de sa position avaient fait disparaître sa  
« forfanterie et son arrogance, et quand le directeur  
« de la prison et le procureur de la république se  
« sont présentés dans sa cellule, ils n'ont trouvé  
« qu'un homme sans force et sans courage.  
« Courcel est mort avec une grande faiblesse,  
« et les exécutants ont été obligés, pour ainsi  
« dire, de le pousser sur l'échafaud. A cinq  
« heures trois minutes tout était terminé. La  
« foule qui assistait à ce hideux spectacle, accou-  
« rée de toutes les localités avoisinantes, peut être  
« évaluée à sept ou huit mille personnes, dont  
« beaucoup de femmes. Il n'y avait pas d'exécu-  
« tionnaire vers depuis 1848.

La cour de cassation vient de rejeter le  
« pourvoi de M. Mazure, gérant du journal le  
« *Progrès du Nord*, contre l'arrêt de la cour d'as-  
« sises du Nord, du 23 mai 1872, qui l'a condamné  
« à 1,000 francs de dommages-intérêts envers les  
« sieurs Pajot, Destang et Collocris-Battureux.  
« On se souvient que ce procès, intenté au  
« *Progrès du Nord* par les législateurs du Nord qui  
« s'étaient associés au pèlerinage d'Anvers, s'était  
« terminé par l'acquiescement du journal ; néan-  
« moins, la cour avait cru devoir le condamner à  
« payer des dommages-intérêts aux plaignants.

— On lit dans l'*Evénement* :  
« Le 31 juillet, vers sept heures, la commune  
« de Navacelle, près Alais (Gard), a été le théâtre  
« d'une nouvelle affaire de Bourg. Seulement, la  
« scène se passe à la campagne au moment de la  
« déposition des blés, entre paysans, gens forts et  
« bien aises, et — chose triste à dire, entre le  
« genre, la mère et le beau-père.  
« Ils vivaient tous les trois sous le même toit,  
« occupés aux travaux des champs et paraissant  
« mener une vie heureuse et tranquille ; mais la  
« tempête, c'est-à-dire la passion, celle qui brûle  
« le cœur du Phédre, avec ses entraînements, était  
« au fond de ce bonheur, prête à le détruire et à  
« le faire sauter.  
« Les nommés Gueidan (François) et sa  
« femme, âgés actuellement, le premier de 64 ans  
« et l'autre de 60, avaient donné, il y a quelques  
« années, leur fille Marie à un jeune homme du  
« pays, du nom de Carrière (Eugène), et avaient  
« pris leur genre dans la maison.  
« Il y a deux ou trois ans, la jeune femme, re-  
« nommée par sa vertu et sa douceur, était le  
« bon ange du foyer, mourait ; quelques-uns  
« disent que ce fut de chagrin ; d'autres disent  
« qu'elle mourut d'une fièvre intermittente de  
« cause jalouse. Son mari et sa mère met-  
« tant dans leurs rapports de tous les jours un  
« mélange de tendresse et de familiarité qu'il n'est  
« facile d'expliquer, elle avait confié à son père, à  
« la dernière personne à qui elle aurait dû le faire,  
« le jour de son mariage, tout l'empire de son  
« cœur, d'échapper aux rudes corvées que la loi et la  
« justice imposent au patriotisme. On se demande  
« si la garde des sceaux ne provoquera pas de la cour  
« de cassation le renvoi de cette affaire, pour cause  
« de suspicion légitime, devant le jury d'un autre dé-  
« partement.

Le local de la chambre syndicale des agents  
« de change de Paris est occupé militairement.  
« Cela provient de l'accumulation des titres dé-  
« posés en garantie des inscriptions à l'emprunt.  
« Il y en a pour des milliards.  
« Deux *moines laïcs* sont morts le même jour  
« à l'hôtel des Invalides, et presque à la même  
« heure. L'un était âgé de 76 ans, et l'autre de  
« 80 ans.  
« Avant d'aller plus loin, disons que *moine laïc*  
« est une dénomination de pur argot — de l'argot  
« des invalides — qui sert à désigner un ancien  
« militaire ayant perdu l'usage de ses sens et n'ayant  
« plus besoin d'être aidé et servi. Le nombre des  
« pensionnaires des invalides qui se trouvent dans  
« ce cas est de soixante-trois. Ce qu'il y a de plus  
« curieux, c'est qu'ils sont obligés de payer les plus  
« chères dépenses de leur existence, et de supporter  
« une solde spéciale accordée à cet effet, à titre d'in-  
« demnité, aux invalides aveugles, paralysés ou  
« atteints d'infirmités qui ne leur permettent pas de  
« se servir seuls. On les appelle des *moines laïcs*  
« parce qu'ils passent leurs journées dans l'indolen-  
« ce la plus complète et l'oisiveté la plus absolue.

Les *moines laïcs* se divisent en trois caté-  
« gories. Ceux de la première reçoivent une solde de  
« 6 fr. par mois ; ceux de la seconde n'en ont que  
« 4, et ceux de la dernière 3 seulement.  
« Vous voyez que les *servants* attachés aux  
« moines de troisième classe n'ont pas des appointe-  
« ments fabuleux : 2 sous par jour ! N'importe ;  
« ces emplois sont très-recherchés aux Invalides,  
« et n'est pas *servant* qui veut.  
« Les deux moines qui viennent de s'éteindre  
« avaient fait toutes les campagnes du premier  
« empire. A eux deux, ils n'avaient qu'une jambe  
« et pas de mains.  
« — On lit dans la *Liberté* du 3 :  
« Le nommé Courcel, condamné à la peine de  
« mort le 17 juin dernier, par la cour d'assises de  
« Pas-de-Calais, a été exécuté ce matin, à cinq  
« heures, sur la Grand-Place d'Arras. Courcel  
« était un criminel infâme de toute pièce. Il avait  
« tué sa femme dans son lit, à coups de hache, et  
« la malheureuse avait péri d'elle, en ce moment-  
« là, son enfant âgé de 12 ans.  
« Cet infortuné assista, plus mort que vif, à  
« cet horrible drame. Il vit son père se lever, s'ha-  
« biller, ouvrir toute grande la porte qui donne sur  
« la rue, puis prendre une hachette de couvreur  
« placée près de son lit depuis quelques jours, et  
« en porter à sa mère plusieurs coupes assés avec  
« la plus grande violence.  
« Saisi de terreur et d'épouvante, l'enfant ne  
« donna aucun signe de vie. Il savait qu'il mourait  
« et il ne put que se tenir immobile, les bras étendus  
« sur la tête, attendant le sort de sa mère. Courcel  
« fut, une femme de six corps formidables, et  
« s'éleva en toute hâte.  
« Camille, alors — c'est le nom de l'enfant —  
« osa se lever. Il regarda sa mère, dont le visage  
« était couvert de sang ; l'appela, elle ne répondit  
« pas. La hachette était restée dans une plaie ; il  
« eut le courage de l'extraire et de la faire, Courcel  
« fut affaibli, et ses voisins, annonçant cet horri-  
« ble assassinat et demandant où se trouvait  
« Courcel qui avait tué son père, il fut arrêté.  
« Courcel fut arrêté le lendemain. Il avait son  
« crime avec la plus grande tranquillité. Devant la  
« cour d'assises, il eut l'attitude la plus cyni-  
« que qu'il puisse imaginer. Il insulta les jurés,  
« les magistrats ; il traita les gendarmes de *gibier*  
« de *polence*, et c'est au milieu de cette oscillation  
« que le président prononça la sentence de mort.  
« Un grand changement s'était opéré chez  
« cette nature perverse. Les angoisses et l'incerti-  
« tude de sa position avaient fait disparaître sa  
« forfanterie et son arrogance, et quand le directeur  
« de la prison et le procureur de la république se  
« sont présentés dans sa cellule, ils n'ont trouvé  
« qu'un homme sans force et sans courage.  
« Courcel est mort avec une grande faiblesse,  
« et les exécutants ont été obligés, pour ainsi  
« dire, de le pousser sur l'échafaud. A cinq  
« heures trois minutes tout était terminé. La  
« foule qui assistait à ce hideux spectacle, accou-  
« rée de toutes les localités avoisinantes, peut être  
« évaluée à sept ou huit mille personnes, dont  
« beaucoup de femmes. Il n'y avait pas d'exécu-  
« tionnaire vers depuis 1848.

La cour de cassation vient de rejeter le  
« pourvoi de M. Mazure, gérant du journal le  
« *Progrès du Nord*, contre l'arrêt de la cour d'as-  
« sises du Nord, du 23 mai 1872, qui l'a condamné  
« à 1,000 francs de dommages-intérêts envers les  
« sieurs Pajot, Destang et Collocris-Battureux.  
« On se souvient que ce procès, intenté au  
« *Progrès du Nord* par les législateurs du Nord qui  
« s'étaient associés au pèlerinage d'Anvers, s'était  
« terminé par l'acquiescement du journal ; néan-  
« moins, la cour avait cru devoir le condamner à  
« payer des dommages-intérêts aux plaignants.

— On lit dans l'*Evénement* :  
« Le 31 juillet, vers sept heures, la commune  
« de Navacelle, près Alais (Gard), a été le théâtre  
« d'une nouvelle affaire de Bourg. Seulement, la  
« scène se passe à la campagne au moment de la  
« déposition des blés, entre paysans, gens forts et  
« bien aises, et — chose triste à dire, entre le  
« genre, la mère et le beau-père.  
« Ils vivaient tous les trois sous le même toit,  
« occupés aux travaux des champs et paraissant  
« mener une vie heureuse et tranquille ; mais la  
« tempête, c'est-à-dire la passion, celle qui brûle  
« le cœur du Phédre, avec ses entraînements, était  
« au fond de ce bonheur, prête à le détruire et à  
« le faire sauter.  
« Les nommés Gueidan (François) et sa  
« femme, âgés actuellement, le premier de 64 ans  
« et l'autre de 60, avaient donné, il y a quelques  
« années, leur fille Marie à un jeune homme du  
« pays, du nom de Carrière (Eugène), et avaient  
« pris leur genre dans la maison.  
« Il y a deux ou trois ans, la jeune femme, re-  
« nommée par sa vertu et sa douceur, était le  
« bon ange du foyer, mourait ; quelques-uns  
« disent que ce fut de chagrin ; d'autres disent  
« qu'elle mourut d'une fièvre intermittente de  
« cause jalouse. Son mari et sa mère met-  
« tant dans leurs rapports de tous les jours un  
« mélange de tendresse et de familiarité qu'il n'est  
« facile d'expliquer, elle avait confié à son père, à  
« la dernière personne à qui elle aurait dû le faire,  
« le jour de son mariage, tout l'empire de son  
« cœur, d'échapper aux rudes corvées que la loi et la  
« justice imposent au patriotisme. On se demande  
« si la garde des sceaux ne provoquera pas de la cour  
« de cassation le renvoi de cette affaire, pour cause  
« de suspicion légitime, devant le jury d'un autre dé-  
« partement.

Le local de la chambre syndicale des agents  
« de change de Paris est occupé militairement.  
« Cela provient de l'accumulation des titres dé-  
« posés en garantie des inscriptions à l'emprunt.  
« Il y en a pour des milliards.  
« Deux *moines laïcs* sont morts le même jour  
« à l'hôtel des Invalides, et presque à la même  
« heure. L'un était âgé de 76 ans, et l'autre de  
« 80 ans.  
« Avant d'aller plus loin, disons que *moine laïc*  
« est une dénomination de pur argot — de l'argot  
« des invalides — qui sert à désigner un ancien  
« militaire ayant perdu l'usage de ses sens et n'ayant  
« plus besoin d'être aidé et servi. Le nombre des  
« pensionnaires des invalides qui se trouvent dans  
« ce cas est de soixante-trois. Ce qu'il y a de plus  
« curieux, c'est qu'ils sont obligés de payer les plus  
« chères dépenses de leur existence, et de supporter  
« une solde spéciale accordée à cet effet, à titre d'in-  
« demnité, aux invalides aveugles, paralysés ou  
« atteints d'infirmités qui ne leur permettent pas de  
« se servir seuls. On les appelle des *moines laïcs*  
« parce qu'ils passent leurs journées dans l'indolen-  
« ce la plus complète et l'oisiveté la plus absolue.

Les *moines laïcs* se divisent en trois caté-  
« gories. Ceux de la première reçoivent une solde de  
« 6 fr. par mois ; ceux de la seconde n'en ont que  
« 4, et ceux de la dernière 3 seulement.  
« Vous voyez que les *servants* attachés aux  
« moines de troisième classe n'ont pas des appointe-  
« ments fabuleux : 2 sous par jour ! N'importe ;  
« ces emplois sont très-recherchés aux Invalides,  
« et n'est pas *servant* qui veut.  
« Les deux moines qui viennent de s'éteindre  
« avaient fait toutes les campagnes du premier  
« empire. A eux deux, ils n'avaient qu'une jambe  
« et pas de mains.  
« — On lit dans la *Liberté* du 3 :  
« Le nommé Courcel, condamné à la peine de  
« mort le 17 juin dernier, par la cour d'assises de  
« Pas-de-Calais, a été exécuté ce matin, à cinq  
« heures, sur la Grand-Place d'Arras. Courcel  
« était un criminel infâme de toute pièce. Il avait  
« tué sa femme dans son lit, à coups de hache, et  
« la malheureuse avait péri d'elle, en ce moment-  
« là, son enfant âgé de 12 ans.  
« Cet infortuné assista, plus mort que vif, à  
« cet horrible drame. Il vit son père se lever, s'ha-  
« biller, ouvrir toute grande la porte qui donne sur  
« la rue, puis prendre une hachette de couvreur  
« placée près de son lit depuis quelques jours, et  
« en porter à sa mère plusieurs coupes assés avec  
« la plus grande violence.  
« Saisi de terreur et d'épouvante, l'enfant ne  
« donna aucun signe de vie. Il savait qu'il mourait  
« et il ne put que se tenir immobile, les bras étendus  
« sur la tête, attendant le sort de sa mère. Courcel  
« fut, une femme de six corps formidables, et  
« s'éleva en toute hâte.  
« Camille, alors — c'est le nom de l'enfant —  
« osa se lever. Il regarda sa mère, dont le visage  
« était couvert de sang ; l'appela, elle ne répondit  
« pas. La hachette était restée dans une plaie ; il  
« eut le courage de l'extraire et de la faire, Courcel  
« fut affaibli, et ses voisins, annonçant cet horri-  
« ble assassinat et demandant où se trouvait  
« Courcel qui avait tué son père, il fut arrêté.  
« Courcel fut arrêté le lendemain. Il avait son  
« crime avec la plus grande tranquillité. Devant la  
« cour d'assises, il eut l'attitude la plus cyni-  
« que qu'il puisse imaginer. Il insulta les jurés,  
« les magistrats ; il traita les gendarmes de *gibier*  
« de *polence*, et c'est au milieu de cette oscillation  
« que le président prononça la sentence de mort.  
« Un grand changement s'était opéré chez  
« cette nature perverse. Les angoisses et l'incerti-  
« tude de sa position avaient fait disparaître sa  
« forfanterie et son arrogance, et quand le directeur  
« de la prison et le procureur de la république se  
« sont présentés dans sa cellule, ils n'ont trouvé  
« qu'un homme sans force et sans courage.  
« Courcel est mort avec une grande faiblesse,  
« et les exécutants ont été obligés, pour ainsi  
« dire, de le pousser sur l'échafaud. A cinq  
« heures trois minutes tout était terminé. La  
« foule qui assistait à ce hideux spectacle, accou-  
« rée de toutes les localités avoisinantes, peut être  
« évaluée à sept ou huit mille personnes, dont  
« beaucoup de femmes. Il n'y avait pas d'exécu-  
« tionnaire vers depuis 1848.

de Navacelle, près Alais (Gard), a été le théâtre  
« d'une nouvelle affaire de Bourg. Seulement, la  
« scène se passe à la campagne au moment de la  
« déposition des blés, entre paysans, gens forts et  
« bien aises, et — chose triste à dire, entre le  
« genre, la mère et le beau-père.  
« Ils vivaient tous les trois sous le même toit,  
« occupés aux travaux des champs et paraissant  
« mener une vie heureuse et tranquille ; mais la  
« tempête, c'est-à-dire la passion, celle qui brûle  
« le cœur du Phédre, avec ses entraînements, était  
« au fond de ce bonheur, prête à le détruire et à  
« le faire sauter.  
« Les nommés Gueidan (François) et sa  
« femme, âgés actuellement, le premier de 64 ans  
« et l'autre de 60, avaient donné, il y a quelques  
« années, leur fille Marie à un jeune homme du  
« pays, du nom de Carrière (Eugène), et avaient  
« pris leur genre dans la maison.  
« Il y a deux ou trois ans, la jeune femme, re-  
« nommée par sa vertu et sa douceur, était le  
« bon ange du foyer, mourait ; quelques-uns  
« disent que ce fut de chagrin ; d'autres disent  
« qu'elle mourut d'une fièvre intermittente de  
« cause jalouse. Son mari et sa mère met-  
« tant dans leurs rapports de tous les jours un  
« mélange de tendresse et de familiarité qu'il n'est  
« facile d'expliquer, elle avait confié à son père, à  
« la dernière personne à qui elle aurait dû le faire,  
« le jour de son mariage, tout l'empire de son  
« cœur, d'échapper aux rudes corvées que la loi et la  
« justice imposent au patriotisme. On se demande  
« si la garde des sceaux ne provoquera pas de la cour  
« de cassation le renvoi de cette affaire, pour cause  
« de suspicion légitime, devant le jury d'un autre dé-  
« partement.

Le local de la chambre syndicale des agents  
« de change de Paris est occupé militairement.  
« Cela provient de l'accumulation des titres dé-  
« posés en garantie des inscriptions à l'emprunt.  
« Il y en a pour des milliards.  
« Deux *moines laïcs* sont morts le même jour  
« à l'hôtel des Invalides, et presque à la même  
« heure. L'un était âgé de 76 ans, et l'autre de  
« 80 ans.  
« Avant d'aller plus loin, disons que *moine laïc*  
« est une dénomination de pur argot — de l'argot  
« des invalides — qui sert à désigner un ancien  
« militaire ayant perdu l'usage de ses sens et n'ayant  
« plus besoin d'être aidé et servi. Le nombre des  
« pensionnaires des invalides qui se trouvent dans  
« ce cas est de soixante-trois. Ce qu'il y a de plus  
« curieux, c'est qu'ils sont obligés de payer les plus  
« chères dépenses de leur existence, et de supporter  
« une solde spéciale accordée à cet effet, à titre d'in-  
« demnité, aux invalides aveugles, paralysés ou  
« atteints d'infirmités qui ne leur permettent pas de  
« se servir seuls. On les appelle des *moines laïcs*  
« parce qu'ils passent leurs journées dans l'indolen-  
« ce la plus complète et l'oisiveté la plus absolue.

Les *moines laïcs* se divisent en trois caté-  
« gories. Ceux de la première reçoivent une solde de  
« 6 fr. par mois ; ceux de la seconde n'en ont que  
« 4, et ceux de la dernière 3 seulement.  
« Vous voyez que les *servants* attachés aux  
« moines de troisième classe n'ont pas des appointe-  
« ments fabuleux : 2 sous par jour ! N'importe ;  
« ces emplois sont très-recherchés aux Invalides,  
« et n'est pas *servant* qui veut.  
« Les deux moines qui viennent de s'éteindre  
« avaient fait toutes les campagnes du premier  
« empire. A eux deux, ils n'avaient qu'une jambe  
« et pas de mains.  
« — On lit dans la *Liberté* du 3 :  
« Le nommé Courcel, condamné à la peine de  
« mort le 17 juin dernier, par la cour d'assises de  
« Pas-de-Calais, a été exécuté ce matin, à cinq  
« heures, sur la Grand-Place d'Arras. Courcel  
« était un criminel infâme de toute pièce. Il avait  
« tué sa femme dans son lit, à coups de hache, et  
« la malheureuse avait péri d'elle, en ce moment-  
« là, son enfant âgé de 12 ans.  
« Cet infortuné assista, plus mort que vif, à  
« cet horrible drame. Il vit son père se lever, s'ha-  
« biller, ouvrir toute grande la porte qui donne sur  
« la rue, puis prendre une hachette de couvreur  
« placée près de son lit depuis quelques jours, et  
« en porter à sa mère plusieurs coupes assés avec  
« la plus grande violence.  
« Saisi de terreur et d'épouvante, l'enfant ne  
« donna aucun signe de vie. Il savait qu'il mourait  
« et il ne put que se tenir immobile, les bras étendus  
« sur la tête, attendant le sort de sa mère. Courcel  
« fut, une femme de six corps formidables, et  
« s'éleva en toute hâte.  
« Camille, alors — c'est le nom de l'enfant —  
« osa se lever. Il regarda sa mère, dont le visage  
« était couvert de sang ; l'appela, elle ne répondit  
« pas. La hachette était restée dans une plaie ; il  
« eut le courage de l'extraire et de la faire, Courcel  
« fut affaibli, et ses voisins, annonçant cet horri-  
« ble assassinat et demandant où se trouvait  
« Courcel qui avait tué son père, il fut arrêté.  
« Courcel fut arrêté le lendemain. Il avait son  
« crime avec la plus grande tranquillité. Devant la  
« cour d'assises, il eut l'attitude la plus cyni-  
« que qu'il puisse imaginer. Il insulta les jurés,  
« les magistrats ; il traita les gendarmes de *gibier*  
« de *polence*, et c'est au milieu de cette oscillation  
« que le président prononça la sentence de mort.  
« Un grand changement s'était opéré chez  
« cette nature perverse. Les angoisses et l'incerti-  
« tude de sa position avaient fait disparaître sa  
« forfanterie et son arrogance, et quand le directeur  
« de la prison et le procureur de la république se  
« sont présentés dans sa cellule, ils n'ont trouvé  
« qu'un homme sans force et sans courage.  
« Courcel est mort avec une grande faiblesse,  
« et les exécutants ont été obligés, pour ainsi  
« dire, de le pousser sur l'échafaud. A cinq  
« heures trois minutes tout était terminé. La  
« foule qui assistait à ce hideux spectacle, accou-  
« rée de toutes les localités avoisinantes, peut être  
« évaluée à sept ou huit mille personnes, dont  
« beaucoup de femmes. Il n'y avait pas d'exécu-  
« tionnaire vers depuis 1848.

La cour de cassation vient de rejeter le  
« pourvoi de M. Mazure, gérant du journal le  
« *Progrès du Nord*, contre l'arrêt de la cour d'as-  
« sises du Nord, du 23 mai 1872, qui l'a condamné  
« à 1,000 francs de dommages-intérêts envers les  
« sieurs Pajot, Destang et Collocris-Battureux.  
« On se souvient que ce procès, intenté au  
« *Progrès du Nord* par les législateurs du Nord qui  
« s'étaient associés au pèlerinage d'Anvers, s'était  
« terminé par l'acquiescement du journal ; néan-  
« moins, la cour avait cru devoir le condamner à  
« payer des dommages-intérêts aux plaignants.

— On lit dans l'*Evénement* :  
« Le 31 juillet, vers sept heures, la commune  
« de Navacelle, près Alais (Gard), a été le théâtre  
« d'une nouvelle affaire de Bourg. Seulement, la  
« scène se passe à la campagne au moment de la  
« déposition des blés, entre paysans, gens forts et  
« bien aises, et — chose triste à dire, entre le  
« genre, la mère et le beau-père.  
« Ils vivaient tous les trois sous le même toit,  
« occupés aux travaux des champs et paraissant  
« mener une vie heureuse et tranquille ; mais la  
« tempête, c'est-à-dire la passion, celle qui brûle  
« le cœur du Phédre, avec ses entraînements, était  
« au fond de ce bonheur, prête à le détruire et à  
« le faire sauter.  
« Les nommés Gueidan (François) et sa  
« femme, âgés actuellement, le premier de 64 ans  
« et l'autre de 60, avaient donné, il y a quelques  
« années, leur fille Marie à un jeune homme du  
« pays, du nom de Carrière (Eugène), et avaient  
« pris leur genre dans la maison.  
« Il y a deux ou trois ans, la jeune femme, re-  
« nommée par sa vertu et sa douceur, était le  
« bon ange du foyer, mourait ; quelques-uns  
« disent que ce fut de chagrin ; d'autres disent  
« qu'elle mourut d'une fièvre intermittente de  
« cause jalouse. Son mari et sa mère met-  
« tant dans leurs rapports de tous les jours un  
« mélange de tendresse et de familiarité qu'il n'est  
« facile d'expliquer, elle avait confié à son père, à  
« la dernière personne à qui elle aurait dû le faire,  
« le jour de son mariage, tout l'empire de son  
« cœur, d'échapper aux rudes corvées que la loi et la  
« justice imposent au patriotisme. On se demande  
« si la garde des sceaux ne provoquera pas de la cour  
« de cassation le renvoi de cette affaire, pour cause  
« de suspicion légitime, devant le jury d'un autre dé-  
« partement.

Le local de la chambre syndicale des agents  
« de change de Paris est occupé militairement.  
« Cela provient de l'accumulation des titres dé-  
« posés en garantie des inscriptions à l'emprunt.  
« Il y en a pour des milliards.  
« Deux *moines laïcs* sont morts le même jour  
« à l'hôtel des Invalides, et presque à la même  
« heure. L'un était âgé de 76 ans, et l'autre de  
« 80 ans.  
« Avant d'aller plus loin, disons que *moine laïc*  
« est une dénomination de pur argot — de l'argot  
« des invalides — qui sert à désigner un ancien  
« militaire ayant perdu l'usage de ses sens et n'ayant  
« plus besoin d'être aidé et servi. Le nombre des  
« pensionnaires des invalides qui se trouvent dans  
« ce cas est de soixante-trois. Ce qu'il y a de plus  
« curieux, c'est qu'ils sont obligés de payer les plus  
« chères dépenses de leur existence, et de supporter  
« une solde spéciale accordée à cet effet, à titre d'in-  
« demnité, aux invalides aveugles, paralysés ou  
« atteints d'infirmités qui ne leur permettent pas de  
« se servir seuls. On les appelle des *moines laïcs*  
« parce qu'ils passent leurs journées dans l'indolen-  
« ce la plus complète et l'oisiveté la plus absolue.

Les *moines laïcs* se divisent en trois caté-  
« gories. Ceux de la première reçoivent une solde de  
« 6 fr. par mois ; ceux de la seconde n'en ont que  
« 4, et ceux de la dernière 3 seulement.  
« Vous voyez que les *servants* attachés aux  
« moines de troisième classe n'ont pas des appointe-  
« ments fabuleux : 2 sous par jour ! N'importe ;  
« ces emplois sont très-recherchés aux Invalides,  
« et n'est pas *servant* qui veut.  
« Les deux moines qui viennent de s'éteindre  
« avaient fait toutes les campagnes du premier  
« empire. A eux deux, ils n'avaient qu'une jambe  
« et pas de mains.  
« — On lit dans la *Liberté* du 3 :  
« Le nommé Courcel, condamné à la peine de  
« mort le 17 juin dernier, par la cour d'assises de  
« Pas-de-Calais, a été exécuté ce matin, à cinq  
« heures, sur la Grand-Place d'Arras. Courcel  
« était un criminel infâme de toute pièce. Il avait  
« tué sa femme dans son lit, à coups de hache, et  
« la malheureuse avait péri d'elle, en ce moment-  
« là, son enfant âgé de 12 ans.  
« Cet infortuné assista, plus mort que vif, à  
« cet horrible drame. Il vit son père se lever, s'ha-  
« biller, ouvrir toute grande la porte qui donne sur  
« la rue, puis prendre une hachette de couvreur  
« placée près de son lit depuis quelques jours, et  
« en porter à sa mère plusieurs coupes assés avec  
« la plus grande violence.  
« Saisi de terreur et d'épouvante, l'enfant ne  
« donna aucun signe de vie. Il savait qu'il mourait  
« et il ne put que se tenir immobile, les bras étendus  
« sur la tête, attendant le sort de sa mère. Courcel  
« fut, une femme de six corps formidables, et  
« s'éleva en toute hâte.  
« Camille, alors — c'est le nom de l'enfant —  
« osa se lever. Il regarda sa mère, dont le visage  
« était couvert de sang ; l'appela, elle ne répondit  
« pas. La hachette était restée dans une plaie ; il  
« eut le courage de l'extraire et de la faire, Courcel  
« fut affaibli, et ses voisins, annonçant cet horri-  
« ble assassinat et demandant où se trouvait  
« Courcel qui avait tué son père, il fut arrêté.  
« Courcel fut arrêté le lendemain. Il avait son  
« crime avec la plus grande tranquillité. Devant la  
« cour d'assises, il eut l'attitude la plus cyni-  
« que qu'il puisse imaginer. Il insulta les jurés,  
« les magistrats ; il traita les gendarmes de *gibier*  
« de *polence*, et c'est au milieu de cette oscillation  
« que le président prononça la sentence de mort.  
« Un grand changement s'était opéré chez  
« cette nature perverse. Les angoisses et l'incerti-  
« tude de sa position avaient fait disparaître sa  
« forfanterie et son arrogance, et quand le directeur  
« de la prison et le procureur de la république se  
« sont présentés dans sa cellule, ils n'ont trouvé  
« qu'un homme sans force et sans courage.  
« Courcel est mort avec une grande faiblesse,  
« et les exécutants ont été obligés, pour ainsi  
« dire, de le pousser sur l'échafaud. A cinq  
« heures trois minutes tout était terminé. La  
« foule qui assistait à ce hideux spectacle, accou-  
« rée de toutes les localités avoisinantes, peut être  
« évaluée à sept ou huit mille personnes, dont  
« beaucoup de femmes. Il n'y avait pas d'exécu-  
« tionnaire vers depuis 1848.

La cour de cassation vient de rejeter le  
« pourvoi de M. Mazure, gérant du journal le  
« *Progrès du Nord*, contre l'arrêt de la cour d'as-  
« sises du Nord, du 23 mai 1872, qui l'a condamné  
« à 1,000 francs de dommages-intérêts envers les  
« sieurs Pajot, Destang et Collocris-Battureux.  
« On se souvient que ce procès, intenté au  
« *Progrès du Nord* par les législateurs du Nord qui  
« s'étaient associés au pèlerinage d'Anvers, s'était  
« terminé par l'acquiescement du journal ; néan-  
« moins, la cour avait cru devoir le condamner à  
« payer des dommages-intérêts aux plaignants.

— On lit dans l'*Evénement* :  
« Le 31 juillet, vers sept heures, la commune  
« de Navacelle, près Alais (Gard), a été le théâtre  
« d'une nouvelle affaire de Bourg. Seulement, la  
« scène se passe à la campagne au moment de la  
« déposition des blés, entre paysans, gens forts et  
« bien aises, et — chose triste à dire, entre le  
« genre, la mère et le beau-père.  
« Ils vivaient tous les trois sous le même toit,  
« occupés aux travaux des champs et paraissant  
« mener une vie heureuse et tranquille ; mais la  
« tempête, c'est-à-dire la passion, celle qui brûle  
« le cœur du Phédre, avec ses entraînements, était  
« au fond de ce bonheur, prête à le détruire et à  
« le faire sauter.  
« Les nommés Gueidan (François) et sa  
« femme, âgés actuellement, le premier de 64 ans  
« et l'autre de 60, avaient donné, il y a quelques  
« années, leur fille Marie à un jeune homme du  
« pays, du nom de Carrière (Eugène), et avaient  
« pris leur genre dans la maison.  
« Il y a deux ou trois ans, la jeune femme, re-  
«



SEULE COLLECTION ORIGINALE ET COMPLÈTE DU 20 MARS AU 24 MAI 1871

(Pour les provinces belges et les pays étrangers, PORT EN SUS.)

**SPA. — HOTEL DE L'EUROPE.**  
Propriétaire *Henrard-Richard*. Omnibus à la station

**SPA.** *Hôtel de Portugal.* L. GERNAY. Excellente maison. Déjeuners et dîners, à prix fixes ou à la carte. Bonne répartition.

**A. PALLONES,**  
Professeur d'italien  
d'espagnol  
et de portugais,  
Ixelles, rue Caroly, 32

**SAXON**  
**VALAIS, SUISSE.**

**GRAND HOTEL des BAINS et CASINO, OUVERTS toute l'année**  
**EAU BROMOÏDURÉE** célèbre, Bains — Douches — Bains  
 de vapeur — Salle d'inhalation.  
 Mêmes distractions qu'à **HOMBURG** et **BADE**.

**THE UNION TAVERN**  
rue Notre-Dame-aux-  
Neiges, 13, à Bruxelles  
Bières anglaises

**A VENDRE**  
Collection de *l'Indépendance belge*, du 1<sup>er</sup> juillet 1870  
au 30 juin 1871.  
S'adresser par lettre affranchie sous les initiales

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Etude de M<sup>e</sup> **WANDEN EYNDEN**, notaire,  
rue des Petits-Carmes, n<sup>o</sup> 33, à Bruxelles.

Le jeudi 8 août 1872, à 1 heure, le notaire VANDEN EYNDE, à l'intervention de son confrère M<sup>e</sup> DEPAUV, notaire à Alost, adjudera définitivement, avec bénéfice d'enchères, en l'établissement enseigné : *A la Couronne*, en face de la station à Vilvorde, la ferme dite :

### Vente de Minerai à Bascharage.

d'une contenance de : **37 hectares 77 ares 16 centiares**, sise sous les communes de Wolverthem et de Merchtem, et divisés en 98 lots.

Portés ensemble à la somme de fr. 458,850

Entrée en jouissance le 30 novembre 1872.

Le prix de vente payable, un quart, dans le mois de la vente, sans intérêts, les trois quarts restants, dans les 3 mois, avec intérêt à 4 p. c., depuis le jour de l'adjudication définitive.

2862

Judi 8 août 1872 à 2 heures le notaire schu-

**Le Minerai** se trouvant dans les terres ci-après, situées à Linger, commune de Bascharage, à côté du chemin de fer prince Henri et à une 1/2 lieue de la gare d'Athus, savoir :

LIEUX DITS :	Contenance :		
	h.	a.	c.
Kersberg.....	»	34	74
»	»	09	40
»	»	25	»
»	»	12	»
»	»	49	»
»	»	44	»
Gruben.....	1	»	»

Le dernier article est situé à Guerlange, commune de

Le dernier article est situé à Guerlange, commune de Messancy. SCHUMACHER, notaire.

## ON CHERCHE

**UN BEL ÉTABLISSEMENT**  
de **Tannerie et de Corroierie,**  
par suite du décès de M. Triquet, situé à Dunkerque,  
rue de l'Abattoir, section de la Basse-Ville.  
S'adresser à M<sup>e</sup> DEMAN, notaire audit Dunkerque

Société industrielle de chemin de fer du  
Cercle Crefeld-Kempen.

Les francs de dividende de nos actions de priorité, échéant le 1<sup>er</sup> août courant, seront payés 3 thalers la pièce et les coupons de nos obligations de priorité 2 1/2 thalers la pièce :

A Berlin, à la Direction de la Société d'escompte et chez MM. A. Paderstern,  
A Frankfurt s/M., chez MM. A. de Rothschild & fils;  
A Leipzig, à la Banque générale du Crédit allemande;

A Dusseldorf, chez MM. C. Herz;  
A Crefeld, aux bureaux de notre Caisse centrale.  
Crefeld, 25 juillet 1872. La Direction.

**PENSIONNAT DE JEUNES GENS**  
Frauenstein à Zoug (Suisse).

Le soussigné informe les parents qu'un nouveau cours commencera le 15 octobre. Pour des prospectus et de plus amples renseignements, s'adresser à M. Millardet, rue du Chemin-Vert, 11, à Paris; à M. Weilemann, professeur de mathématiques au Gymnase et à l'Ecole polytechnique de Zurich, ou au directeur.

## SAISON D'ÉTÉ

1879

Les Eaux salines et muriatiques de Hombourg sont recommandées par les plus célèbres médecins comme un remède efficace contre les maladies de l'estomac, des intestins et du foie.

L'Etablissement des Bains comprend le service hydrothérapique, les Bains et Douches de gaz acide carbonique, les Bains salins avec addition d'eaux-mères, la cure de petit-lait.

Le calme, la fraîcheur du pays, l'air vif et pur des montagnes, la variété des excursions et des promenades, tout concourt au rétablissement de la santé.

Le **KURSAAL** réunit, dans son enceinte, les **SALONS de CONVERSATION** et de **LECTURE**, la **GRANDE SALLE** à **RAI** et le **CONCERT** à **Requiem** tous par **CHENET**.

Toute l'année, à **Hombourg**, on joue le **Trente et Quarante**, avec

le demi-refait, et la **Roulette** avec un seul zéro.

entendre trois fois par jour : le matin, aux Sources ; à midi et le soir, dans les Jardins du Kursaal. — **Réunions dansantes, MAGNIFIQUE**

Pendant la haute saison, **Opéra Italien** avec M<sup>mes</sup> **Adelina Patti**, **Scalchi**, MM. **Stagno**, **Verger**, etc.; deux représentations par semaine.

Les familles étrangères trouvent à **Mombourg** un grand nombre de **Villas et d'Hôtels meublés** avec le luxe le plus confortable.

**Station télégraphique.**

On se rend de **Bruxelles à Liembourg** par le chemin de fer en douze heures, en passant par **Cologne, Mayence et Francfort.**

De Francfort à Elombourg, le trajet se fait en chemin de fer en une demi-heure. Il y a neuf convois par jour, aller et retour.

JOURNAL DE BRUXELLES DU 3 AOUT.		
Comp. d'Act. p. 102	50	A. Industrie de Bruxelles.
Id. p. 1871.	10	Facteurs en Flém.
Id. p. 1872.	80	Id. en Wall.
Id. p. 1873.	96	Providence
Id. p. 1874.	96	Id. en Fland.
Gréd. Com. d'Act. p. 163	35	C. d'Union de Belgique.
Id. p. 1661.	35	Soc. d'act. de la C. d'Union.
Id. p. 1662.	98	Id. en Wall.
C. d'Union. Soc. p. 1344	60	A. Act. Banque Nationale
Id. p. 1345.	60	Id. en Wall.
Soc. p. la ville d'Act.	97	Id. en Wall.
Id. p. 1346.	97	Id. en Wall.
Id. p. 1347.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1348.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1349.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1350.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1351.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1352.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1353.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1354.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1355.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1356.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1357.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1358.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1359.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1360.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1361.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1362.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1363.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1364.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1365.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1366.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1367.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1368.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1369.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1370.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1371.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1372.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1373.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1374.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1375.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1376.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1377.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1378.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1379.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1380.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1381.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1382.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1383.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1384.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1385.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1386.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1387.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1388.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1389.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1390.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1391.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1392.	100	Id. en Wall.
Id. p. 1393.		

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]